n° 43

révolution

égalité

démocratie

mars 2004

1€

Jeunesses communistes révolutionnaires

Contre le patronat, le gouvernement et l'extrême droite





© Joël F. Volson



Le 21 mars

LCR

LO

Une justice à deux vitesses

A l'heure où la vague du tout sécuritaire déferle à l'échelle internationale, criminalisant les indigents, les laissés pour compte, les jeunes, l'affaire hautement médiatisée d'Alain Juppé nous rappelle que les politiciens, premiers donneurs de leçons, sont aussi toujours les premiers à piquer dans la caisse. Notre cher maire de Bordeaux, fervent amateur de la politique ultra-sécuritaire et qui a fait de cette ville un laboratoire de la répression urbaine (arrêté anti-bivouac / anti-mendicité, répression et expulsion des sans-papiers, installation de caméras de surveillance en ville et sur la fac…) s'est retrouvé devant la justice au sujet des emplois fictifs de la mairie de Paris. D'ailleurs, Chirac, s'il ne jouissait pas de l'impunité incombant au statut de chef de l'Etat, n'aurait pas échappé à ce procès ; ce qui ne l'empêche pas de prôner la « tolérance zéro » ! Juppé n'a écopé que de quelques mois de prison avec sursis et d'une amende. (Alors qu'un jeune d'un quartier de Strasbourg , pour avoir proféré une insulte contre Sarkozy, est allé tout droit en prison !)

Les politiques de droite et de gauche se sont empressés de lui témoigner leur solidarité. En effet, ils sont nombreux à avoir magouillé, détourné, volé : le PS, le PC au même titre que le RPR. Cette affaire est révélatrice de la corruption de l'élite politicienne, plus préoccupée par ses intérêts personnels que par ceux de la population. Les histoires de pressions exercées sur les juges et la manière dont Chirac et son gouvernement ont mis en place une commission pour soi-disant régler le problème ne font que délégitimer un peu plus nos gouvernants et accentuer la crise politique actuelle. Une chose est sûre : nous ne pouvons pas faire confiance aux politiciens de droite et gauche pour résoudre les problèmes de la société ; et pour défendre nos droits et nos intérêts, nous ne pouvons compter que sur nous-mêmes, organisés pour faire de la politique autrement et imposer une véritable démocratie : celle de la rue qui gouverne.

Le constat nous paraît évident. La justice est à deux vitesses : elle n'est pas appliquée de la même façon lorsque d'un coté un « délinquant » siège à l' Elysée ou qu'un patron licencie alors que son entreprise affiche des bénéfices monumentaux sans même être inquiétés, et que de l'autre des jeunes des quartiers, des travailleurs syndicalistes sont injustement enfermés pendant plusieurs mois.

La loi Perben 2, sous couvert de s'attaquer aux grands réseaux criminels, remet en cause nos libertés et donne à la police encore plus de pouvoir tout en la dégageant du contrôle et de l'autorité du juge. Pose de micros et de caméras dans des lieux privés, écoutes téléphoniques plus larges, réquisitions de documents plus aisées, perquisitions de nuit et surtout garde à vue de quatre jours (y compris pour les mineurs de 16 à 18 ans) assortie d'une intervention tardive de l'avocat sont, avec le système des « repentis » qui encourage la délation, tout autant d'outils mis au service de la répression et du flicage de la population. Loin de permettre le démantèlement des grands trafics d'armes, de blanchiment ou des trafics d'êtres humains, cette loi hypocrite n'a pour but que la criminalisation encore accrue de la petite délinquance et des jeunes ; elle mène à la multiplication des bavures policières et des procès éclairs sans aucun respect des droits.

Nous ne sommes pas dupes, l'Etat et la justice ne sont pas de notre coté : avec la police, leur rôle est de maintenir l'ordre établi, de nous faire accepter par la force l'exploitation et les inégalités que nous subissons au quotidien.

Fango, Mathieu, [Bordeaux]

La France, pays des droits de l'homme ?

Du 1er au 28 mars 2004, devant la cour d'assise spéciale de Paris (cour anti-terroriste), a lieu le procès de 11 militants et militantes breton-ne-s pour leur participation présumée à 17 attentats sur le sol Breton de 1993 à 2000.

Ces personnes vont être jugées après 4 ans de détention provisoire, et même si certaines ont reconnu leur implication dans ces actes, d'autres continuent à clamer leur innocence. De plus, leurs conditions de détention sont de plus en plus révoltantes, à savoir qu'un militant est maintenu en prison, contre l'avis du procureur, dans un état de santé très préoccupant. Les conditions d'interrogatoire de ces prisonnier-es ont été dénoncées à plusieurs reprises par le Comité Européen de Prévention de la Torture.

Le 21 Février 2004, à Nantes, a eu lieu une manifestation de soutien à ces prisonnier-es, réunissant environ 600 à 1000 personnes, sur les mots d'ordre « liberté pour les prisonniers », « la détention provisoire a assez duré »… Nous ne pouvons que nous opposer à cette atteinte aux libertés démocratiques, et au fait que l'on puisse être condamné avant d'être jugé, par simple « présomption de culpabilité »

L'Etat français ne peut pas continuer à répondre aux revendications d'une partie du peuple breton (notamment rattachement de la Loire Atlantique, sauvegarde de la langue Bretonne), par la répression et par les coups de matraque, et continuer à qualifier les militant-es Breton-nes de terroristes.

Laurent, [Nanterre]



Sarko veut installer des flics dans les lycées !

Le Pen l'a rêvé, Sarkozy le fait, pourrait-on dire. En effet, suite au jet d'une bouteille d'acide par un élève dans la cour du collège Edouard Manet de Villeneuve-la-Garenne Sarkozy a proposé d'installer à plein-temps un policier « référent ». Qu'est-ce que le policier référent ? Selon le protocole proposé aux élus du Conseil d'Administration du collège, « *un gardien de la paix est placé auprès du principal pour exercer* AU SEIN *de l'établissement les missions dont le contenu et les conditions sont définies par le présent protocole. ce fonctionnaire prend le titre de policier-référent* (…)

le policier référent a pour mission:

-d'établir une collaboration étroite avec la communauté éducative de nature à renforcer l'efficience du travail de chacun en matière de sécurité.

- d'intervenir dans les meilleurs délais pour faciliter le travail d'enquête éventuel

-d'organiser les rappels à la loi nécessaires... (…)

il agit d'initiative chaque fois qu'il constate une situation de nature à constituer un manquement à la loi pénale. »

On le voit donc, ce « policier-référent » possède tous les pouvoirs de police et peut agir n'importe quand de manière totalement arbitraire puisqu'il « agit d'initiative chaque fois qu'il constate une situation de nature à constituer un manquement à la loi ». Qu'est-ce qu'une « situation de nature à constituer un manquement à la loi » ? Une diffusion de tract ? Un appel pour une manif ?

C'est d'autant plus hypocrite que c'est ce gouvernement qui dégrade la situation dans les collèges et dans les lycées, en supprimant à tour de bras les MI/SE et les emplois-jeunes. Ce gouvernement a tout de même supprimé 40000 de personnels d'éducation en deux ans ! Et maintenant, il vient disserter sur l'insécurité dans les collèges et les lycées, et nous envoie les flics !

Cette mesure n'a finalement pas été appliquée. Mais c'est un sérieux avertissement. Déjà, Sarkozy avait annoncé que cette mesure serait appelée à être généralisée. Il s'agit de criminaliser tous les jeunes, particulièrement ceux issus de milieux modestes et d'origine immigrée. Cette mesure arrive en effet au même moment que la loi sur le voile qui sous prétexte de faire respecter la laïcité (rappelons tout de même que ce projet de loi ne dit rien sur les milliards détournés par les écoles privées, à 90% confessionnelles !) stigmatise les jeunes filles immigrées sur le thème « derrière chaque immigré se cache un islamiste, un terroriste », afin de monter les jeunes les uns contre les autres, à l'heure où plus que jamais la jeunesse a besoin de son unité pour sauver le service public d'éducation.

Leur but, c'est de nous diviser et de nous criminaliser ! Ne nous laissons pas faire !

Aurélien, [Salons]

Qui sommes-nous ?

Nous luttons pour une société débarrassée de toute exploitation et aliénation, pour une société socialiste, autogérée, démocratique et pluraliste. Notre but, c'est l'assurance pour chacun d'épanouir sa personnalité, l'élaboration d'un avenir collectif, l'impossibilité pour une minorité de soumettre la société à ses intérêts égoïstes. Tout cela n'a rien à voir avec le stalinisme qui s'est effondré à l'Est.

Nous sommes révolutionnaires parce que cette société ne peut naître que d'une rupture radicale avec l'ordre existant. Parce que nous n'avons rien à attendre d'un système générateur de millions de chômeurs, de précaires et de mal-logés dans les pays riches, et de centaines de millions d'affamés dans le sud, d'un système qui menace de détruire la planète elle-même. Enfin, parce que tous ceux qui ont prétendu le réformer ont échoué, alors que la crise s'est aggravée, que le racisme augmente...

Nous sommes partie prenante de toutes les luttes contre le chauvinisme et le racisme, le fascisme, l'impérialisme, contre les préjugés religieux, l'oppression spécifique des femmes, le machisme, contre l'homophobie et toute vision normative de la sexualité.

Nous sommes internationalistes parce que nous sommes solidaires des peuples du tiers-monde, que nous luttons pour de nouveaux rapports entre les peuples. Parce que nous ne reconnaissons pas le droit aux grandes puissances de régler le sort des pays pauvres, parce que nous combattons le militarisme des puissants mais que nous défendons le droit des faibles à se libérer, si nécessaire, les armes à la main.

Enfin, nous pensons que pour gagner, il faut lutter dans l'unité, s'organiser démocratiquement, et ne compter que sur ses propres forces.

Abonnez-vous ! Prenez contact !

- ❍ Je désire m'abonner au journal (à partir du numéro .....)
  10 € pour 10 numéros (chèque à l'ordre de RCJ)
- ❍ Je veux des informations sur les Rencontres internationales de jeunes (fin juillet au Portugal)
- ❍ Je désire prendre contact avec les JCR-RED

Je désire commander :

..... brochure(s) sur la précarité (1 euro l'exemplaire)
..... carnet de chants de luttes (1 euro l'exemplaire)
..... brochure(s) sur la guerre (1 euro l'exemplaire)
..... brochure(s) sur la Palestine (1 euro l'exemplaire)

Total : ..... euros
Chèque à l'ordre de RCJ

Nom ..... Prénom.....
Adresse .....
Code postal ..... Ville .....
Téléphone ..... e-mail .....

Envoyez à JCR-RED, 2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil.
mail : jcr@jcr-red.org — web : www.jcr-red.org

Meetings de la campagne LCR-LO

Lundi 8 mars : Lille
Mardi 9 mars : Reims
Mercredi 10 mars : Bordeaux
Vendredi 12 mars : Nantes
Samedi 13 mars : Marseille
Lundi 15 mars : Rennes
Mardi 16 mars : Toulouse
Mercredi 17 mars : Lyon
Jeudi 18 mars : Dijon

Dimanche 21 mars : premier tour des élections régionales

Sommaire

2 **Actualité**
4 **Monde**
La situation au Brésil
Mobilisation anti guerre en Egypte
A quoi va servir l'Onu en Irak ?
5 Afghanistan : occupation = oppression
Contrôle ouvrier au Canada
La Chine est-elle la rivale de l'Europe et des Etats-Unis ?
Haïti
6 et 7 **Dossier Elections régionales**
Pour gagner, c'est dans la rue qu'il faut lutter !
L'enjeu des régionales
Battre le Front National
Meetings LO LCR à Tours et à Nanterre
8 **Hexagone**
Génération précaire
Baisse du chômage en France ?
La précarité au quotidien
9 « Les pédés au bûcher ! » des paro les aux actes.
L'idéologie des winners
10 **8 mars** : journée internationale des droits des femmes
11 **Histoire**
La commune de Paris : quand les travailleurs prirent le pouvoir

Un an après l'attaque de l'Irak : Résistance !

Le mouvement contre la guerre en Irak a été la plus importante mobilisation internationale de ces dernières années. Les manifestations du 15 février 2003 ont rassemblé entre 10 et 15 millions de personnes dans plus de 2000 villes différentes, dans une centaine de pays. Il témoignait qu'au-delà des massacres infligées à la population irakienne, c'est l'avenir des peuples du monde entier qui était en jeu dans cette guerre. La puissance de la mobilisation sur tous les continents de la planète était le meilleur argument contre toute la propagande du « choc des civilisations » entre « Occidentaux » et Musulmans.

Un an après le déclenchement de la guerre contre l'Irak par les Etats-Unis et leurs alliés, la journée de mobilisation internationale du 20 mars 2004 sera un révélateur du rapport de forces entre les puissances impérialistes américaines et européennes et la résistance des peuples du monde entier. Cette journée est un test pour tous ceux qui veulent s'opposer à la domination impérialiste de Bush et de ses alliés. L'administration américaine sera particulièrement attentive pour mesurer l'impact des mobilisations, car elle craint plus que tout le développement d'un mouvement de lutte internationale contre l'occupation qu'elle mène en Irak. Le nombre de manifestants dans les pays arabes, en Asie, en Afrique, en Europe, qui sont tous des pays alliés des Etats unis sera déterminant pour l'avenir de la résistance en Irak.

Ce mouvement est aussi un test pour tous les opposants à la mondialisation capitaliste. Que l'on soit étudiant, lycéen ou salarié, que l'on soit militant anti-guerre, altermondialiste, syndicaliste, l'affrontement contre le projet impérialiste de Bush est une question centrale des prochaines années.

L'enjeu pour l'administration américaine n'est pas seulement de mieux contrôler les ressources pétrolières de la région, mais de légitimer le projet de « guerre sans limite ». En se servant de la menace terroriste, il s'agit pour les grandes puissances de pouvoir intervenir où elles veulent et quand elles veulent. C'est le cas en Haïti où les puissances françaises et américaines ont purement et simplement enlevé le président Aristide (qu'elles ont soutenu… mais quand un fusible est grillé, il saute) pour rétablir l'ordre. C'est l'avenir qu'ils nous préparent. Les Etats-Unis sont les pionniers de cette offensive néo-coloniale. Mais les Etats comme l'Inde, la Russie ou les Etats européens ne sont pas plus pacifistes. Ils cherchent à préserver les intérêts de leurs multinationales. Ainsi, la France qui s'était opposé en Irak pour défendre ses contrats pétroliers a aussi augmenté son budget militaire et est une plus ferventes partisanes de la mise en place d'une armée européenne qui interviendrait sur toute la planète. Quand les Etats-Unis ont avancé leur projet de « remodelage du Moyen-Orient », la France et l'Allemagne ont immédiatement affirmé qu'elles préparaient un « contre-projet ».

C'est pourquoi la réussite ou l'échec de l'occupation impérialiste en Irak sera déterminante pour stopper le projet de guerre sans limite. Il s'agit de construire le mouvement le plus large possible autours de la revendication du retrait des troupes d'occupation, sans condition, sans compter sur l'Onu pour une occupation « démocratique ».

En France, de nombreux obstacles existent pour développer la mobilisation. Chirac a joué au « pacifiste » et cette illusion est encore présente. Les manifestations anti-guerre sont solidaires de la lutte du peuple palestinien et sont souvent assimilées par les médias à des manifestations « antisémites » ! Critiquer la politique de l'Etat d'Israël devient un acte antisémite !

Mais les réseaux de mobilisation commencent à se reconstruire. Le 20 mars est la prochaine étape devant nous : nous devons être les plus nombreux possibles à montrer qu'on ne laisse pas massacrer un peuple sans réagir.

François, [Rouen]

édito

L'extrême gauche : voilà le nouvel ennemi à abattre. Dans les médias, c'est le nouveau danger, le nouveau péril qui monte et qui menace leur République. Mais qu'est ce qui leur fait peur exactement ? Ce sont les milliers de salariés et de jeunes qui sont venus dans les meetings de la campagne LO-LCR, pas seulement pour voter pour l'extrême-gauche, mais aussi pour débattre, discuter des perspectives de lutte. Comment construire la contre-offensive contre ce gouvernement qui nous en fout plein la gueule ? Comment combattre le Front National dont les idées racistes ont de plus en plus d'audience ? Comment passer des résistances aux attiques du gouvernement à la défense d'une alternative globale au système capitaliste ?

Ce sont toutes ces questions auxquelles nous devons trouver des réponses tous ensemble, en nous organisant, en menant la campagne en soutien aux listes LCR-LO de la façon la plus offensive possible. C'est-à-dire pas d'une façon politicienne, en n'ayant en tête que de faire voter les gens. Mais en la concevant comme une étape de la contre-offensive qu'il faut construire en rassemblant les classes populaires et les jeunes pour défendre un programme de mesures d'urgence sociales et anti capitalistes. Si les élections changeaient la vie, cela ferait longtemps qu'elles seraient interdites… Mais si les régionales de mars 2003 ne vont pas changer la vie, elles peuvent être pour nous l'occasion de sortir de l'isolement et de préparer les attaques que ce gouvernement se prépare à mener.

Et parce qu'il serait absurde d'envisager une alternative au capitalisme à l'échelle d'un seul pays, il est indispensable de relayer le plus massivement possible l'appel du FSE de Saint Denis à une journée mondiale d'action contre toutes les occupations le 20 mars 2004. Dans le monde entier, des centaines de milliers de personnes se préparent à se mobiliser contre l'impérialisme, en solidarité avec la résistance des peuples d'Irak, de Palestine, de Tchétchénie.

En France et dans le monde entier, la colère contre le système capitaliste, la misère et la pauvreté est là. Elle s'accumule. C'est à chacun d'entre nous de contribuer à organiser cette colère pour qu'elle se dirige vers un renversement global de cette société injuste.

Monde

Situation au Brésil

La politique du gouvernement Lula et du PT fait largement débat dans notre organisation et au delà même de nos rangs, chez tous ceux qui s'engagent du côté des travailleurs et dans le mouvement altermondialiste. En tant qu'organisation en solidarité avec la section française de la Quatrième Internationale (LCR), les JCR sont directement concernées par les événements politiques du Brésil où notre courant est représenté au gouvernement. En tant que militant du mouvement ouvrier, nous sommes doublement concernés par l'accession au pouvoir du PT.

Lula a annoncé qu'il respecterait les plans du FMI et le remboursement de la dette. Remettant à plus tard la réforme agraire en faveur des paysans sans terre, Miguel Rossetto, ministre du développement agraire et membre de la IVème internationale, participe à un gouvernement qui mène une politique anti sociale. Le gouvernement Lula est, de fait, le bon élève du FMI et le serviteur fidèle des intérêts de la bourgeoisie brésilienne. Les députés et militants du PT ayant osé exprimer leur désaccord avec l'appareil du PT qui soutient le gouvernement ont été exclus de manière anti démocratique du PT.

Le gouvernement Lula est un gouvernement libéral qui combat le mouvement social. Résolument du côté des opprimés qui se battent pour leur émancipation, les JCR soutiennent les militants exclus du PT et ceux qui s'opposent à la politique du gouvernement.

***Motion de la Direction Nationale des* JCR**



Héloïsa Héléna, militante de la IVème Internationale exclue du PT

A quoi va servir l'ONU en Irak ?

Pour comprendre le rôle que pourra jouer l'ONU en Irak, il est important de se souvenir de ses précédentes interventions dans le cadre des précédents conflits impérialiste. Si l'ONU lors de sa création avait vocation a défendre la paix, la justice, l'autodétermination des peuples, on constate en réalité que le pouvoir décisionnel repose entre les mains des grandes puissances capitalistes (USA, France, Chine, Angleterre, Russie) qui ont droit de veto au conseil de sécurité. Son rôle est finalement de légitimer la domination de ces pays. On le constate en Palestine où les résolutions de l'ONU ne sont pas appliquées car elles pourraient mettre en cause les intérêts économiques et stratégiques américains, en Afghanistan ou l'ONU permet aux « saigneurs du monde » d'utiliser la guerre pour se créer de nouveaux marchés, ou encore en Côte d'Ivoire ou elle permet à l'armée française d'intervenir pour défendre les capitaux français.

Le rôle de l'ONU vis-à-vis du conflit irakien n'est pas plus glorieux. Si elle n'a pas cautionné l'invasion du pays, c'est parce que les intérêts économiques des membres du conseil de sécurité divergeaient. En effet, les projets militaires américains s'attaquaient aux intérêts d'un ensemble de pays qui se sont logiquement déclaré hostiles à la guerre. Ces pseudo-pacifistes ont utilisé l'ONU pour profiter d'une part du gâteau irakien. Faute de pouvoir l'utiliser, les américains se sont passé de l'ONU.

Alors que le pentagone s'attendait à une guerre facile, les troupes de la coalition s'enlisent de plus en plus en Irak et les investisseurs américains attendent toujours les bénéfices sur lesquels ils comptaient.

Dans le même temps les mensonges qui ont servi à justifier la guerre font surface, ce qui provoque une hostilité croissante des Américains et des Anglais envers la guerre comme le montre l'ampleur prise par l'affaire Kelly en Angleterre. Pour redonner un semblant de légitimité à l'occupation de l'Irak, les États-Unis se tournent vers l'ONU qu'ils utilisent comme véhicule pour légitimer le gouvernement impérial imposé par les américains.

A la demande des Etats-Unis, l'ONU sera chargée de mettre en place un gouvernement de transition nommé par une assemblée représentative non élue. Aucune responsabilité ne sera confiée à ce gouvernement avant juin 2004 et les premières élections générales ne sont prévues qu'en décembre 2005. Les conditions en matière de sécurité imposées par l'ONU pour organiser des élections légitimes permettent aux Etats-Unis de justifier leur présence et leur domination pour les années à venir. Paul Wolfowitz numéro deux du pentagone, annonce que « les américains ne se retireront pas dans un ou deux ans, mais resteront en Irak, partiellement, pendant dix ans ». L'ONU joue beaucoup sur son image pour masquer l'action criminelle des USA, mais il ne faut pas se faire d'illusion : avec ou sans l'ONU, les autorités de transition ne seront que des pantins des Etats-Unis.

Paul et Sylvain, [Lannion]

Mobilisations antiguerre en Egypte

Après avoir manifesté contre le mur le 23 février, les milieux militants préparent la manifestation du 20 mars contre l'occupation en Irak et en Palestine. Pendant ce temps, le procès contre les militants d'extrême gauche se poursuit.

Des dizaines de milliers de personnes sont là ; des employés, des collégiens, des lycéens, des étudiants, des femmes au foyer, des passants, mais aussi des enfants des rues très à l'aise dans ce retournement de situation inattendu, heureux d'aider une jeune militante à peindre à la peinture rouge des slogans sur l'asphalte. Le 20 mars 2003, l'occupation pendant plus de douze heures de la place Tahrir, centrale au Caire, ville de plus de 15 millions d'habitants, cette explosion de colère de la rue le jour du début des « frappes » en Irak, constitue depuis une référence pour le mouvement anti impérialiste en Egypte mais a aussi contribué à déstabiliser un pouvoir qui avait déjà perdu beaucoup de crédibilité depuis une dizaine d'années.

Le gouvernement de Moubarak se retrouve en effet face à une triple crise dont il porte pour une large partie la responsabilité et qu'il est incapable de gérer : la crise économique, avec l'effondrement de la livre égyptienne et l'inflation, la crise sociale avec un chômage qui, en 2001 était chiffré à 17% par la Banque Mondiale, et une crise politique aujourd'hui cristallisée autour de la question de la succession de Moubarak qui voudrait voir son fils Gamal sacré président mais doit compter avec l'avis de l'armée opposée à l'accession d'un non militaire au plus haut poste de l'exécutif. Cette crise politique latente s'explique également par l'exacerbation d'une répression de plus en plus sauvage. L'Egypte vit sous le joug de la loi d'urgence depuis 1981. Cette loi, qui, entre autres interdictions, empêche de faire grève et de manifester, permet de justifier l'arrestation de tout citoyen suspecté de « porter atteinte à l'ordre public » - près de 20000 prisonniers politiques actuellement. C'est la guerre sans merci contre les mouvements islamistes armés qui a fourni au pouvoir le prétexte pour généraliser un état de non-droit inquiétant, une terreur quotidienne vécue par chaque citoyen, conscient qu'il peut à n'importe quel moment et pour des raisons tenant du plus pur arbitraire – oubli de carte d'identité, barbe un peu trop longue, ou même mauvaise humeur de l'officier en poste sur l'un des barrages placés sur les routes de banlieue – se retrouver, selon des considérants là encore totalement arbitraires, un quart d'heure dans le fourgon des flics, une nuit au poste de police le plus proche, ou embarqué pour une période indéfinie dans le cauchemar de la torture, devenue si courante que chaque poste est équipé de matériel que l'Etat importe et pour lequel un budget spécifique est prévu chaque année.

Quoi de plus déstabilisant, donc, pour ce pouvoir, que de se rendre compte que malgré cette chape de plomb des dizaines de milliers de personnes avaient envahi et occupé la place centrale du Caire pour dire non à la guerre et en profitaient au passage pour dénoncer la position du gouvernement Moubarak dans cette affaire – ou plutôt l'angoissante absence de prise de position – mais aussi crier leur ras-le-bol face à l'absence de démocratie, au chômage et à l'augmentation des prix.

Il ne s'imaginait pas, en effet, ce pouvoir, être un jour déstabilisé par la poignée d'activistes qui s'étaient lancés depuis 2000, au moment où apparaissait un mouvement de solidarité spontané avec l'intifada, dans la constitution de cadres d'action militants, comme le Comité Populaire de Soutien à l'Intifada du Peuple Palestinien. Il s'agissait d'une idée simple basée sur la solidarité concrète : monter des comités dans les quartiers et les villages pour rassembler des vivres et des médicaments et apporter ainsi une solidarité de peuple à peuple, au delà des coups médiatiques régulièrement annoncés par Suzanne Moubarak allant « sauver » les enfants palestiniens. Des caravanes ont ainsi été constituées, dont plusieurs ont été accompagnées par des délégations pouvant atteindre plusieurs centaines de militants. Dans la même dynamique a été créée en 2002 le groupe AGEG « Anti Globalization Egyptian Group » qui organisait en octobre de la même année un meeting de protestation à l'occasion de la visite du président de la Banque Mondiale en Egypte. C'est ce groupe qui a impulsé, avec d'autres, un collectif unitaire d'organisations, d'ONG (les plus radicales) et de mouvements politiques qui voulaient agir contre la guerre. Le 15 février 2003, il y avait près de deux mille manifestants au Caire, entourés par près de 10000 flics. L'opiniâtreté finit par payer et le 20 mars 2003 a été réellement massif et populaire ; c'était la première fois depuis 1972 que la place Tahrir était à nouveau occupée par des manifestations de masse.

Rendu d'autant plus agressif par cette déstabilisation dont l'ampleur était inattendue, le pouvoir s'est lancé dans une répression extrêmement violente. Au soir du 21 mars 2003, et après une deuxième journée de manifestations massives, plus de 1000 personnes avaient été arrêtées, et 4 membres de l'Assemblée du Peuple battus en pleine rue. La répression ne s'est pas arrêtée depuis. Un procès politique a été lancé contre des militants du mouvement anti-guerre, premier procès politique contre la gauche depuis 1984. Cinq militants (dont l'un, Achraf Ibrahim, est détenu dans la prison de Tora au sud du Caire depuis le 19 avril 2003, dans une cellule de 40 détenus de droit commun. Les autres sont en fuite) sont ainsi accusés de « diffusion de fausses informations sur la situation des droits de l'Homme en Egypte » et « d'appartenance à une organisation communiste interdite visant à renverser le pouvoir ».

Lors de l'une des dernières sessions du procès, le mercredi 11 février, une commission d'experts en informatique a établi que le disque dur qui leur avait été donné pour examination n'était pas le même que celui reporté dans le dossier d'accusation comme étant celui de l'ordinateur de Achraf, « confisqué » à son domicile et constituant pour l'accusation la principale source de données. C'est une première victoire pour le comité de défense qui regroupe une vingtaine d'avocats et pour ceux et celles qui construisent la solidarité avec Achraf et les autres en Egypte et dans le monde. Qui permettra de se lancer, après la réussite de la conférence internationale contre la guerre et l'occupation tenue au Caire les 13 et 14 décembre 2003 dans la mobilisation pour le 20 mars 2004 qui, plus qu'une journée de mobilisation internationale sera aussi le premier anniversaire de la manifestation cairote du 20 mars 2003.

Dina, [Le Caire]





Afghanistan : Occupation = oppression

« Depuis près de deux ans, la discrimination, la violence et l'insécurité sont omniprésentes, en dépit des promesses faite par les dirigeants de la planète, dont le président George Bush et le secrétaire d'Etat américain Colin Powell, que la guerre en Afghanistan permettrait de libérer les femmes » (Amnesty International). On peut constater une amélioration de la situation des femmes à Kaboul, ce qui s'explique par la présence des ONG et des médias occidentaux uniquement présents dans cette ville.

Les femmes : premières victimes de l'occupation.

Cependant, les « raisons officielles » de la guerre de 2001, outre la vengeance du 11 septembre, étaient de libérer les Afghans (et en particulier les Afghanes) des talibans. Mais on peut constater qu'en Afghanistan, une femme sur deux porte encore le tchadri. Ceci s'explique en partie par le poids de la tradition, pour certaines, par des pressions masculines pour d'autres et aussi comme une façon de cacher leur pauvreté. À la campagne, la situation des femmes s'aggrave. Seules 2% des filles sont scolarisées et 2% des femmes travaillent. Notons que 80% des Afghanes sont analphabètes.

Même si le gouvernement a nommé Habiba Sorabi, au ministère de la condition féminine, il ne lui donne aucun moyen pour exercer ses fonctions. Amnesty International, remarque, dans son rapport, que la nouvelle constitution afghane n'interdit pas « la discrimination fondée sur les genres et [ne reconnaît pas] l'égalité entre hommes et femmes ». Ainsi encore aujourd'hui, les femmes ne choisissent pas leurs conjoints, et des mariages sont arrangés entre des fillettes de 8 ans et des hommes beaucoup plus âgés.

L'Afghanistan, nouveau marché américain.

L'actuel président Afghan, Hamid Karzaï (qui était un salarié de l'Unocal, une entreprise américaine qui projetait de construire le pipe-line chargé de faire passer le pétrole d'Asie centrale par l'Afghanistan) cherche à se maintenir à la tête de l'Etat. Il ne prête pas attention à ce qui se passe dans les campagnes, ainsi, trois écoles ont été détruites par des milices protalibanes dans le nord du pays, dans la plus grande indifférence du gouvernement. Ce qui le préoccupe, c'est de plaire à l'occupant (encore plusieurs milliers de militaires américains sont basés en Afghanistan). Karzaï veut faire de l'Afghanistan le carrefour économique entre l'Inde, la Russie, l'Europe et les Etats-Unis. Il se fout du peuple Afghan. Ainsi il privatise l'eau et l'électricité au profit d'entreprises américaines ou australiennes (en remerciement à la participation à la guerre en 2001).

Lutter contre l'envahisseur et ses dévots !

On voit ici les priorités de la coalition gouvernementale. Nous devons réaffirmer notre soutien à la population Afghane et à la résistance populaire, quels que soient les moyens qu'elle se donne. Après tout, Karzaï n'est qu'un produit américain au service des Etats-Unis. Les puissances étrangères doivent quitter le pays et remporter chez elles ce gouvernement fantoche. Le peuple Afghan doit pouvoir décider réellement, par lui-même, de son gouvernement, sans aucune pression extérieure. Seule l'unité des travailleurs(-euses) et des paysan(ne)s afghan(e)s contre les armées d'occupations et tous ceux qui en profitent pourra changer la situation.

Magalie, Raphaël, [Jussieu]

La Chine est-elle la rivale de l'Europe et des Etats-Unis ?

Les médias nous dépeignent la Chine comme la superpuissance de demain. Pourtant les projections ne la situent au niveau économique du Japon qu'en 2030, et les centaines de millions de paysans que la modernisation de l'agriculture va mettre sur la route des villes risquent fort de perturber d'ici-là la bonne marche du progrès capitaliste.

Mais entretenir la menace chinoise n'est pas dépourvu d'intérêt : en 2000, le candidat Bush promettait de lutter contre la « menace chinoise », et justifiait en partie par cette menace son programme de bouclier antimissiles (nouvelle gabegie en faveur du complexe militaro-industriel). En novembre 2001, Pékin et Washington se réconciliaient en trinquant à la lutte contre leur « terroristes » (le Xinjiang pour les Chinois, et tous les musulmans pour Bush).

Parfois, quand l'économie bat de l'aile, on ressort le «péril jaune » du chapeau : les élites américaines accusent actuellement la monnaie chinoise, le Yuan, d'être sous-évaluée, et d'accroître le déficit commercial américain. Comme si ce déficit avait besoin de ça pour être abyssal (450 milliards de dollars en 2003) !

L'Europe a le mérite d'être très franche dans son appréciation de la Chine : la croissance de son marché de consommation va faire les beaux jours des entreprises européennes. Cette mélodie, Chirac nous l'a jouée il y a quelques semaines, et Schröder, plus rusé, la joue tous les ans, pendant la semaine qu'il passe en Chine avec les grands patrons allemands.

Mais la réalité de l'économie chinoise est telle que seuls des produits fabriqués sur place (donc au prix d'une main d'œuvre en moyenne 40 fois moins chère qu'en Occident) peuvent s'écouler sur le marché local. Des entreprises françaises y trouvent donc peut-être leur compte, mais pour le seul bonheur des patrons et des actionnaires.

Contrairement à ce que nous serinent nos médias, les élites européennes et états-uniennes trouvent tout intérêt à l'existence d'une Chine, épouvantail politique et source de bénéfices pour les multinationales.

Haïti : troupes françaises et américaines, cassez-vous !

Cela devient une habitude. Dès qu'un pays pauvre, comme Haïti, connaît des difficultés politiques ou une crise économique et sociale : voilà les sauveurs de la planète (les Etats-Unis et la France main dans la main : c'est beau !) qui envoient généreusement leur « aide humanitaire » pour rétablir l'ordre et défendre la civilisation contre la barbarie…

Sauf que pour la petite histoire, le président Aristide, que les Etats-Unis ont débarqué avait été remis au pouvoir aussi par les Etats Unis en 1994 en faisant intervenir plus de 20 000 hommes. Aristide avait tout pour plaire aux grandes puissances : il mettait en place un programme néo-libéral s'appuyant sur le patronat local. Il avait mis en place des milices paramilitaires qui traquaient les opposants au régime en leur infligeant le supplice du « collier » (pneu enflammé autours du cou des victimes). Les présidents changent, et la misère reste…

Pour le peuple Haïtien, le président Aristide est synonyme de corruption et de répression systématique. Il est profondément détesté par la population. Mais les impérialistes auront vite fait de trouver un « successeur » docile, qui préservera leurs intérêts sur l'île. En fait cette collaboration entre la France et les Etats-Unis (qui a quasiment été plus commentée que la misère du peuple haïtien) s'inscrit dans la volonté des deux parties de dépasser les tensions de la guerre en Irak.

François, [Rouen]



Contrôle ouvrier au Canada !

L'expérience des travailleurs dans la prise de contrôle de l'entreprise.

Alors que de nombreuses critiques surgissent à l'encontre de l'alternative que nous proposons, diverses expériences sont réalisées, que ce soit à petite ou grande échelle.

La grande multinationale Alcan avait annoncé au forum de Davos la fermeture des salles de cuves de son aluminerie d'Arvida. Face à des centaines de licenciements et surtout une crise économique dans la région, les travailleurs ainsi que le syndicat local se sont lancés dans une véritable entreprise de prise de contrôle de l'outil de production contre la décision de la multinationale.

Qui pouvait se douter que les ouvriers relanceraient la production à pleine capacité ? C'est précisément ce que vient de faire le Syndicat National des Employés de l'Aluminium d'Arvida (SNEA).

Discutant stratégies et tactiques pour négocier contre la fermeture, une Assemblée Générale de 2000 salariéEs a décidé, à huis clos, la reprise de la production à plein régime sous leur contrôle tant qu'ils n'auront pas eu d'engagements écrits d'Alcan qu'elle investira dans la région pour remplacer les emplois perdus.

Cette action s'inscrit également dans un contexte de solidarité de la population de la région, et des élus avec les travailleurs. Même si cette action est facilitée par une certaine légalité (faisons confiance aux patrons pour qu'ils rendent illégal ce type de contrôle ouvrier) elle n'en est pas moins un exemple à suivre (et à développer) de réappropriation des moyens de production où les ouvrierEs ont instauré un rapport de force avec leur direction.

L'expérience que vivent ces travailleurs est sans nul doute, plus qu'un espoir, le signe concret que défier le patronat, l'expropriation des patrons par les ouvriers et l'autogestion des moyens de production sont possibles! Cette expérience doit être un point d'appui pour le mouvement ouvrier international dans la lutte contre le patronat. La LCR et Lutte Ouvrière défendent ce principe de réquisition des entreprises qui licencient tout en faisant des bénéfices.

Charlie et Léo, [Orléans]

Elections régionales

Soutenons les listes LCR-L

Pour gagner, c'est dans la rue qu'il faut lutter !

Les régionales des 21 et 28 mars prochain sont la dernière échéance nationale avant la présidentielle de 2007. Le renouvellement de tous les conseils régionaux est donc un test d'ampleur national de bilan de l'action gouvernementale. Et même s'il utilise toute la propagande pour tenter de démontrer qu'il s'agit de situations locales spécifiques. Pourtant le seul argument porté par la gauche aujourd'hui est celui du « vote sanction » qu'elle espère bien voir porter sur ces listes, c'est pour cela qu'elle joue aussi sur le « vote utile dès le 1er tour » pour ne pas faire du 21 mars un nouveau 21 avril !

A nous de démontrer tout le sens de la candidature LO-LCR, vote de rejet de la politique sécuritaire anti-jeune, raciste, du gouvernement CRS, et vote de projet pour une autre répartition des richesse.

La campagne dépend aussi des réalités locales, mais pour nous c'est un moyen de dire que nous ne voterons jamais ces chèques donnés aux entreprises qui licencient par les conseils régionaux (en Haute-Normandie par exemple c'est les 4.5 millions filés à Total)

Avoir des élus révolutionnaires dans les conseils régionaux cela peu être utile, tirer profit de là où il y en a eu pour montrer leur action, bien sûr ne pas se faire d'illusion sur leur peu de poids, mais montrer qu'ils étaient bien souvent les seuls à voter contre (malgré par exemple ce que prétend le FN)

Etre élu, c'est le seul moyen pour savoir ce qui s'y passe, d'être les seuls à ne pas voter les subventions pharaoniques aux entreprises, et de prouver la politique antisociale du FN qui est toujours le premier à tout voter.

La création de comités de soutien partout où nous sommes est l'étape principale ce cette campagne, elle démontre la volonté d'ouverture de notre liste. Le sens en est clair, il offre à tous les gens, autour de nous, que nous avons rencontrés au cours des différentes mobilisations de ces dernières années la possibilité de militer, de faire ce cette campagne aussi la leur. Cette liste c'est celle de tous ceux et toutes celles qui luttent, tous ceux et toutes celles qui se sont mobilisés sur différents sujets, ceux et celles qui ne reconnaissent pas dans l'échiquier politique.

La liste LO-LCR est l'écho de tous ces gens et de toutes ces luttes. En militant à leurs cotés nous y exposeront nos idées, nos propositions pour un autre monde, mais aussi concrètement sur notre manière de militer en avançant sur l'autogestion, la répartition des tâches, l'intégration des jeunes militant-e-s. Pour nous, c'est une occasion unique de développer nos idées à un plus grand nombre.

Faire de cette campagne que tous et toutes s'y investissent et éventuellement que la victoire soit aussi la leur !

Hélène, [Rouen]

> Dans les universités, la pénurie est le quotidien. De plus en plus, en particulier avec les réformes Ects-LMD, les financements vont être réservés aux filières prestigieuses ou, en partenariat avec des entreprises, qui préparent à un métier précis. Nous voulons des études de qualités et gratuites pour tous !
> **- Retrait de la réforme Ects-LMD**
> **- Retrait définitif de la Loi de modernisation universitaire**

> La liberté sexuelle n'est pas garantie par cette société. Les homosexuel(le)s, les bisexuel(le)s et les transgenres sont victimes de discriminations et de violences physiques et verbales
> **- Homos-hétéros : droits égaux**
> **- Interdiction des actes homophobes**

> 500 000 étudiants se salarient pour payer leurs études. Pour des centaines de milliers d'autres, travailler est obligatoire pour échapper au cadre de la famille ou vivre décemment, sans même pourvoir faire des études. Pour que tous les jeunes puissent choisir leur avenir, aient les moyens de faire des études, nous voulons :
> **- Une allocation d'autonomie pour étudier, se former, chercher un emploi, de 1 000 euros.**



Les mesures que nous proposons peuvent réellement améliorer le quotidien de centaines de milliers de jeunes. Mais nous ne nous faisons pas d'illusions : ce n'est pas par les élections que nous arriverons à changer les choses. C'est dans la rue que nous pourrons imposer ces revendications. Pour obtenir un emploi stable pour tous, ou une allocation d'autonomie, par exemple, il faut contraindre le gouvernement à arrêter les cadeaux au patronat et à embaucher massivement dans des conditions de travail convenables. Cela nécessite des mobilisations d'ampleur et des grèves, parce qu'aujourd'hui, le gouvernement et les patrons ne sont pas prêts à céder et continue de remettre en cause de nombreux acquis, de licencier un peu partout : dans l'éducation nationale 6000 postes (-31%) sont supprimés au concours de recrutement dans le second degré , des milliers de fermetures de classes dans les écoles sont prévues à la rentrée.

Déjà, de nombreuses mobilisations se sont développées sur un plan local contre des suppressions de classes ou de postes dans les collèges ou lycées. Des liens se tissent avec tous ceux qui ont à combattre la politique du gouvernement : intermittents, professionnels de la santé, chercheurs etc..

> Marées noires, malbouffe, explosion d'usines... Le capitalisme détruit la planète. Nous exigeons que la priorité soit donnée aux besoins et à la santé de la population, pas aux profits.
> **- Moratoire sur les OGM**
> **- Arrêt du nucléaire**
> **- Développement des énergies renouvelables**

Le mouvement de mai-juin et le mouvement étudiant de novembre-décembre ont prouvé que c'est difficile, mais qu'il est possible de se retrouver à des centaines de milliers dans la rue.

Si nous pouvons être des millions dans la rue contre le FN ou contre la guerre, cela veut dire que nous pouvons être des millions pour défendre nos droits. C'est sans doute la principale idée que nous voulons défendre dans ces élections. Plus nous serons nombreux à la défendre, et à la mettre en pratique dès maintenant, en soutenant les luttes, en construisant des mobilisations sur nos lieux de travail et d'études, plus nous construirons les bases pour une riposte d'ensemble des exploités.

Léa, [Rouen]

Le gouvernement CRS (Chirac-Raffarin-Sarkozy) est un véritable gouvernement de combat contre les jeunes et les salariés. En deux ans, il a mis en place de nouvelles lois racistes et répressives (lois Sarkozy, loi Perben), et attaqué le droit du travail (contrats-jeunes, gel du SMIC, suppression de l'allocation-chômage à des centaines de milliers de chômeurs…), les retraites, rendu plus difficiles les conditions d'études (mise en place de la réforme LMD-Ects, diminution du nombre de profs…)… Pendant ce temps, il a multiplié les cadeaux au patronat. Il a même trouvé de l'argent pour aller défendre militairement les intérêts des multinationales françaises en Côte-d'Ivoire, au mépris des droits de la population, et veut maintenant participer à l'occupation de l'Irak.

> Les contrats précaires sont toujours plus nombreux et touchent en premier lieu les jeunes (contrats-jeunes, CDD, temps partiels, intérim…). Cela ne permet pas de vivre normalement, de faire des projets… Pendant ce temps, l'immense majorité des entreprises fait des profits.
> **- Un emploi stable pour chaque jeune**
> **- Interdiction des licenciements**

En bref, ce gouvernement s'y connaît en guerre : guerre contre les jeunes, contre les salariés, contre les chômeurs, contre les peuples.

Il faut dire que la voie lui a été ouverte par le gouvernement de gauche précédent : c'est ce gouvernement qui a conçu une partie des attaques actuelles (réforme Ects-LMD…) ou les a inspirées par des mesures semblables (emplois-jeunes, 35 heures…).

Nous devons infliger une défaite à ce gouvernement. Les prochaines élections seront l'occasion de signifier que nous nous opposons à lui, mais que nous ne faisons pas confiance à la gauche plurielle (PS, PC, Verts) pour défendre nos intérêts, puisqu'elle les a attaqués quand elle était au gouvernement. Le reste, pour virer ce gouvernement, se fera dans la rue, dans l'unité.



Battre le Front National

Il est clair que l'influence du Front National augmente. La question pour nous, cela doit être : comment le combattre, pas seulement à l'occasion des élections mais dès maintenant, c'est-à-dire avant, pendant et après les élections.

D'où vient la force du Front National?

Le FN, ce n'est pas seulement un score particulièrement élevé le 21 avril 2002. C'est aussi une réelle implantation militante et une influence décisive dans la société, sur les forces politiques traditionnelles. Depuis plus de 20 ans, il est devenu un lieu commun pour la droite comme pour la gauche de répéter, après l'extrême droite, que l'immigration est un « problème », que l'immigration est responsable du chômage... Les lois racistes (Pasqua, Debré, Chevènement, Sarkozy), les expulsions, et de manière générale le renforcement des discriminations à l'embauche, dans l'accès au logement ou tout simplement dans la rue : les politiques particulièrement racistes menées par les différents gouvernements depuis 30 ans ont donné une légitimité au discours de Le Pen. Cela paraît normal d'expulser un étranger ou de contrôler un noir ou un arabe plutôt qu'un blanc dans le métro.

Mais depuis 30 ans également, ces politiques racistes sont accompagnées de mesures à l'encontre des jeunes et des travailleurs : pour l'écrasante majorité de la population, la vie est devenue de plus en plus dure, et les périodes où la gauche était au pouvoir n'y a rien changé. L'espoir que pouvait représenter la gauche pour une partie de la population a été complètement déçu et un grand nombre de salariés se sont démoralisés et ont été déboussolés. Cela a donné à Le Pen la possibilité de se présenter comme la seule alternative car « de toutes façon, ce sont tous des pourris ». 20 (ou même 30) ans de politiques anti-sociales, c'est 20% pour le Front National.

Avec les Brigades anti-criminalité, les Groupes d'interventions régionaux et l'arsenal composé des flash-balls et des lois Sarkozy, les flics peuvent réprimer en toute impunité : les contrôles d'identité racistes sont quotidiens, nous ne pouvons pas être tranquilles, les mobilisations sont réprimées…

- Dissolution des Bac
- Retrait des lois Sarkozy, et des lois racistes Pasqua-Debré-Chevènement

Comment stopper cette logique ?

A partir de là, il est logique que l'extrême droite progresse, que ce soit dans les élections, sur les marchés ou de manière générale en audience dans la société. La clé, c'est de comprendre que si le FN est présent au 2éme tour, voter pour la droite ne résoudra pas le problème. L'effet à court terme peut paraître rassurant (le FN n'est pas au pouvoir) mais à long terme cela ne change strictement rien : l'élection de Chirac n'a pas fait barrage à la progression de Le Pen, une progression qui vient de loin et qui peut continuer à aller beaucoup plus loin. Chirac et la droite ont au contraire mené une politique particulièrement réactionnaire, sous pression de l'électorat du Front, pour tenter de le gagner. La solution ne viendra pas de politiciens au service de la classe dirigeante, elle ne viendra pas des institutions, de la « République », celle qui expulse les Sans-Papiers. Elle ne viendra pas d'en haut, de l'extérieur, elle ne peut venir que de nous, que de nos propres forces, car nous sommes les seuls à pouvoir mener la lutte contre les politiques racistes et anti-sociales jusqu'au bout. Car tant que ces politiques seront menées, le FN progressera.

Les femmes sont les premières victimes des politiques anti-sociales du gouvernement. De plus, nombre de leurs droits sont remis en cause.

- A travail égal, salaire égal
- Interdiction du temps partiel imposé
- Avortement, contraception, libres, gratuits et accessibles

Quelle unité ?

Ce qui est déterminant, c'est d'être unis, de se battre dès maintenant en même temps frontalement contre le FN et contre les politiques qui lui ont permis de prospérer. Il faut tout d'abord montrer que le programme du FN est non seulement raciste et sexiste, mais également qu'il est fait pour les riches, pour les patrons : le FN est pour l'allongement de la durée de cotisation pour la retraite et pour la liberté totale de licencier... Et il faut lutter contre les causes de son ascension. En cas de présence du FN au second tour, les jeunes et les salariés auront des positions différentes sur la question du vote. Il faut permettre à tout le monde de prendre part au combat, car nous avons besoin des énergies de tous. Aussi bien ceux qui voudront voter, que ceux qui refuseront de voter doivent avoir une base commune d'action. Car le problème, ce n'est pas tellement de voter, dans ce cas, pour Chirac ou un autre. Ce n'est pas un crime. Il faut simplement comprendre qu'il faut rester dans la rue, même et surtout après le 2ème tour. Pendant les élections, nous serons tous d'accord pour dire : « Pas une voix pour Le Pen ». Et c'est important, car chaque jeune, chaque salarié tenté par les idées racistes de l'extrême droite que l'on convainc de ne pas voter FN, c'est quelqu'un qui peut participer aux débats, aux actions aux côtés d'autres. Et qui donc peut se convaincre par la pratique qu'il a des intérêts communs avec les autres, qu'ils soient blancs, arabes, juifs, musulmans...

Et nous devons nous donner un programme de lutte contre toute politique raciste et anti-sociale, ne pas lâcher la rue. Car manifester 15 jours n'est pas suffisant, on s'en est tous rendu compte.

C'est en continuant sur le long terme que le 21 mars sera un cauchemar pour « ceux qui ont aimé le 21 avril »...

Xavier, [Nanterre]

Echo des meetings LCR-LO

Nanterre rouge !

Le 4 mars a eu lieu un meeting LO-LCR à l'université de Nanterre, avec Olivier Besancenot et Jean-Louis Gaillard (conseiller régional LO sortant en Région Parisienne). Plus de 600 personnes y ont assisté : c'est le plus grand nombre de personnes rassemblées dans une même salle à Nanterre pour une échéance militante depuis plusieurs années. Une preuve que tous ceux, comme la direction de l'université ou les bureaucrates syndicaux, qui racontaient que l'extrême-gauche à la fac de Nanterre n'est qu'une minorité isolée ont tort. L'administration a engagé des poursuites disciplinaires à l'encontre de camarades, dont plusieurs sont aux JCR, pour délit d'action syndicale et « restructure » le campus en le transformant en forteresse, avec caméras et murs entre tous les bâtiments : elle tente de faire taire toute contestation pour mieux appliquer les réformes de casse du service public d'éducation. Mais ce meeting est la preuve que la contestation existe et qu'elle monte!

Bobby, [Nanterre]

Tours : Un grand soir

Du jamais vu à Tours (Indre-et-Loire) , en l'espace d'une soirée la ville s'est affirmée comme un haut lieu révolutionnaire. En effet, plus de mille Tourangeaux se sont déplacés pour assister au meeting LCR-LO.

Le 16 février 2004, est à noter d'une croix blanche sur l'agenda révolutionnaire de tous les Tourangeaux. Plus de 1000 personnes se sont donnés rendez-vous au Vinci, à l'occasion du meeting commun LCR-LO. L'affluence fut telle, que la salle rapidement comble, n'a pas pu accueillir tout le public. 300 personnes ont du assister au meeting dans le hall, devant des téléviseurs.

Il faut dire que l'affiche était alléchante : Olivier Besancenot et Arlette Laguillier sont venus défendre la liste LCR-LO, conduite par le député régional LO, Jean-Jacques Prodhomme.

Marie-Paule, tête de liste départementale LCR dans l'Indre, a inauguré le meeting en insistant sur la situation locale, et notamment le problème des sans-papiers ou les questions environnementales, à l'image du projet d'installation d'un incinérateur sur l'agglomération tourangelle.

Le quotidien des jeunes, c'est aussi les difficultés à accéder aux transports en commun, à la culture, à avoir un logement décent, à se nourrir normalement.

- Transports et culture gratuits

Mais c'est également le fait que nous n'avons pas le droit de faire la fête comme nous le voulons.

- Contre la répression des rave-parties
- Légalisation du cannabis

Sans oublier que dans notre région comme ailleurs, la multiplication des licenciements fait rage (Matra à Romorantin, STMicroélectronics à Tours...). Ces préoccupantes questions d'actualité sont en résonnance avec les grands axes de notre campagne, que n'a pas oubliés de souligner Olivier Besancenot.

Longuement applaudi par les militants et les sympathisants présents, dont de nombreux étudiants et lycéens, il a introduit son discours en rappelant que l'accord LCR-LO n'est pas tel que les médias s'entêtent à le décrire, un accord sponsorisé par La Poste et le Crédit Lyonnais, mais bien au contraire comme un véritable accord militant, dans la continuité des luttes sociales de mai-juin dernier.

La mise en place d'une allocation d'autonomie pour la jeunesse ponctionnée sur le budget militaire, l'interdiction des licenciements, la gratuité des transports collectifs et des soins ou la généralisation des CDI (Contrat à durée indéterminée) pour tous, sont autant de propositions concrètes, défendues par les listes LCR-LO, afin d'améliorer nos conditions de vie en région Centre et partout en France, car une autre région est possible. Une région, qui ne serait plus guidée par de mauvais choix politiques, mais qui serait plus à l'écoute des citoyens, de leur luttes.

« La révolution est avant tout une source d'espoir, à chaque fois que les peuples se sont levés, l'émancipation a suivi ». Olivier Besancenot a conclut sur cette note d'espoir en appelant à la gréve générale, avant d'être relayé par Arlette Laguiller.

Le succés du meeting Tourangeau s'est poursuivi dans la rue deux jours plus tard, lors de la venue du « sinistre de l'Intérieur», Nicolas Sarkozy, en tournée dans les commisariats de l'agglomération tourangelle avant de rejoindre ses compatriotes « umpiens » en meeting.

500 manifestants s'étaient massés devant le centre municipal des sports, qui malgré la violence policière ont réussi à bloquer le début du meeting. Ce succés fut confirmé par le « chaleureux » accueil, que nous avons réservé à Le Pen à Amboise le 28 février.

Louise, [Tours]

en bref

Juppéthon II

Dans le numéro 18357 du Monde (daté Dimache-Lundi 1-2 février 2004) on trouve la somme d'argent public « détournée » durant la période des emplois fictifs. On estime cette fraude à 2,4 millions d'euros... Dans le même numéro, on trouve la condamnation d'un internaute coupable d'avoir vendu des MP3, pour une somme totale de 5 511 Euros... L'homme est veuf avec trois enfants à charge.
Alain Juppé = 2 400 000 Euros à l'Etat = 18 mois de prison avec sursis.
L'internaute = 5 511 Euros aux maisons de disque = 6 mois fermes.
Alain Juppé = vol de l'Etat = jugement trop sévère = intervention sur TF1.
L'internaute = vol de sociétés privées = bon jugement = ferme ta gueule.
Aucun média ne s'est amusé à de tels rapprochements.
Dommage : c'est instructif.

Nouvelle vague homophobe aux Etats Unis…

- L'assemblée de la Virginie examine une nouvelle loi anti-sodomie. La proposition de la commission des crimes créée à cet effet, prévoit une peine de 5 ans de prison pour le seul motif de « sodomie en public ». Prolétaires de tous les pays, enculez vous (en public si possible) !!!
- La cour d'appel du Tennessee à ordonné à un père de cacher son « style de vie homosexuel » à son fils de 9 ans. Son ex-femme avait déjà obtenu qu'il soit condamné à deux jours de prison pour avoir présenté son partenaire à son fils. Pourquoi pas nous interdire de sortir dans les rues tant qu'on y est ???

…et dans l'Eglise catholique

- Le Saint-Siège et l'épiscopat français ont récemment dit que « les pratiques homosexuelles étaient un grave désordre, nocif pour la personne et pour la société ; et que l'Etat devait veiller pour le moins à ne pas favoriser de tels errements ». L'Eglise pratiquerait-elle encore l'obscurantisme ???

Abdel Mabrouki : Génération précaire

Génération précaire, ou plutôt génération condamnée à la précarité. Condamnée à survivre grâce à l'intérim, aux CDD, aux temps partiels et bien sûr aux petits boulots à MacDo, Quick, PizzaHut, Disney, FNAC, et j'en passe… Ces entreprises ont trouvé un moyen très efficace pour augmenter la productivité : gérer les employés à coup de management agressif et autoritaire. Brimades quotidiennes, harcèlement moral, pour pousser le salarié à aller toujours plus vite. C'est ce que raconte Abdel Maboukri, salarié de PizzaHut et syndicaliste CGT, dans son livre : « Les salariés craquent, et le manager est content de pouvoir « changer » de salariés et en récupérer de nouveaux qui ne rechigneront pas à la tâche. De toute façon, personne n'a le droit d'avoir des états d'âme. Ce n'est pas considéré comme productif, un état d'âme. »

Et chacun subit ces petites humiliations sans réagir de peur d'être mal vu de la direction. « Ce silence imposé me semblait d'autant plus incompréhensible que la direction jouait la carte de la familiarité. » continue à nous raconter Abdel Mabrouki. C'est pour ça qu'il a écrit ce livre pour briser ce silence, « pour donner la parole à ceux qui ne parlent pas souvent ». Car parler, dire ce que l'on a sur le cœur, c'est déjà un premier pas pour se rendre compte que l'on n'est pas tout seul à ressentir les mêmes choses, que des intérêts communs se formulent, que puisse apparaître une force collective qui refuse de vivre à genoux.

Et donc il nous raconte les conditions de travail insupportables, le turn-over intensif, l'arrogance de la direction, mais aussi les petites luttes occasionnelles qui permettent de tenir le coup et de regagner un peu d'espoir, la fierté de se retrouver en grève et de voir les chefs trimer à la place des salariés. Il nous raconte aussi le militantisme au sein du syndicat CGT, sa participation au congrès et la déception d'y retrouver parfois des pratiques qui lui rappellent celles instaurée dans l'entreprise : « (…) à la commission exécutive de la CGT-commerce, ils nous montrent à peine les documents, et ensuite ils les reprennent. Rien ne doit sortir. Le même manque de confiance qu'à PizzaHut. » Mais cela n'entame pas une envie de se battre. « (…) je ne me suis pas battu durant des années à PizzaHut pour devoir m'écraser devant des permanents syndicaux. ».

A travers les différentes luttes, c'est la rencontre avec le mouvement altermondialiste. « C'est important d'internationaliser les luttes. Il suffit de voir que dans la restauration rapide, les patrons et les salariés sont français, anglais ou italiens, mais que les capitaux sont américains. Et le modèle est le même partout dans le monde. » Ainsi il se retrouve à la grande manifestation de Gênes, même si cela ne vaut pas le plaisir de « tenir une grève dans un restaurant avec les salariés, et voir le patron faire la gueule ».

Mais l'ouvrage d'Abdel Mabrouki est avant tout un ouvrage militant, comme il nous le rappelle si justement. « Je veux m'adresser directement aux dizaines de milliers de salariés de la restauration rapide, dont beaucoup hésitent à rejoindre notre mouvement social. (…) Mais franchement, qu'est-ce qu'on a à perdre ? Un CDI de 20 heures par semaine payé 450 euros par mois ? Des conditions de travail indignes ? Un manager qui exige le silence dans les rangs ? Alors autant s'exprimer et revendiquer tant qu'on est encore debout pour le faire. »

Jimmy, [Bordeaux]

La précarité au quotidien

Quand tu fais une pause ou un arrêt dans tes études et qu'il faut que tu taffes t'as pas vraiment le choix, surtout si t'as aucune qualification professionnelle. Le moins infâme, enfin tout dépend où on tombe, étant l'intérim. Personnellement je suis tombé dans une boîte qui réparait des décodeurs Canal Satellite… J'étais en fin de chaîne et je devais les emballer : 600 en huit heures, de 5H à 13h ou de 13H à 21H, en résumé les deux huit. En plus de l'abrutissement habituel lié à un travail aussi diversifié - quand tu rentres chez toi, la seule chose dont t'es capable c'est d'allumer la télé, c'est dire... - tu te tapes un chef d'équipe en permanence sur ton dos. Le poste de chef d'équipe a le double but de harceler, d'être le plus infect avec les ouvriers et d'être le plus lèche-bottes avec ses supérieurs. Au bout de deux semaines je le vois justement se ramener sur les talons de mon équipier qui avait douteusement quitté son poste. Ce sale individu me dit que si je ne veux pas me faire virer je dois emballer plus vite qu'un autre mec arrivé le matin même. Je me retrouve donc en compétition avec un type également balancé par mon équipier car il aurait soi-disant des problèmes avec la police… Après quelques problèmes de conscience, je m'abaisse, bien obligé, à devoir aller le plus vite possible. Je suis le plus rapide et reste donc quatre mois payés au lance-pierres tandis que l'autre sera resté quatre heures dans l'usine : à la pause il se faisait virer… Le capitalisme exige un productivisme forcené et ce ramassis de petits chefs serviles se complaît à nous exploiter, à nous traiter comme des bêtes et à nous forcer à l'individualisme. Aujourd'hui nous plions encore sous ce système mais demain qui sait si nous ne quitterons pas les machines et prendront les armes pour gagner le monde…

Max, [Nanterre]



Travailleurs et patrons

Quelques chiffres pour illustrer l'exploitation...

Karim 16 ans 1ère année d'apprentissage	Jeanne 18 ans 2ème année d'apprentissage	Thomas 21 ans 3ème année d'apprentissage	Thierry Desmarest PDG de Total	Daniel Bernard PDG de Carrefour	Lindsay Owen-Jones PDG de L'Oréal
225 € / mois	450 € / mois	700 € / mois	200 000 € / mois	220 000 € / mois	520 000 € / mois (2300 x plus que Karim !)
0.25 SMIC	0.5 SMIC	0.78 SMIC	222 SMIC	244 SMIC	577 SMIC
1.8 € / heure de travail (8h/ jour)	3.5 € / heure de travail	5.6 € / heure de travail	277 € / heure, même quand il dort	305 € / heure, même quand il dort	720 € / heure, même quand elle dort

Baisse du chômage en France ?...

Et oui, ça y est, le chômage a enfin baissé au mois de Février. A grand coup de médias tous nos super ministres viennent nous annoncer la grande nouvelle : 30000 chômeurs et chômeuses en moins, soit une baisse de 0.1% (9.6% des actifs au lieu de 9.7%). Mais notre gouvernement sait rester modeste, et même s'il reconnaît que c'est grâce à ses réformes courageuses, cette baisse n'est qu'un début, car la croissance économique va reprendre.

Pourtant Fillion, ministre de la précarité, ne devrait pas être aussi modeste, car c'est bien grâce à lui que les chiffres baissent. Et oui, quand on fait baisser les durées d'indemnisations pour environ 856000 chômeurs et chômeuses et que 180000 d'entre eux et d'entre elles se retrouvent exclu-es des listes, on peut quand même s'attendre à ce que les chiffres baisses !

Mais au fait pourquoi seulement 30000 en moins alors que 180000 sont exclu-es des listes ? Et bien tout simplement parce que les licenciements continuent, et qu'automatiquement le chômage augmente.

Face à ces contre-réformes, la lutte s'organise et se durcit. En effet un collectif réunissant des chômeurs, des chômeuses et des précaires, ou en voie de précarisation, se monte pour tenter de faire converger toutes les luttes du moment (chômeu-r-ses, intermittent-es, retraité-es…).

Face à ce gouvernement, à qui les droits sociaux filent des boutons, il n'y que tous et toutes uni-es que nous pourrons gagner, pour enfin imposer l'interdiction des licenciements !!!

Laorañs, [Nanterre]

« Les pédés au bûcher ! » des paroles aux actes.

Quel sort nous est réservé ?

Le drame de Nœux-les-mines.

Nœux-les-mines est une commune d'une dizaine de milliers d'habitants, située au cœur du Pas de Calais, non loin de Lens. Depuis janvier 2001, Patrice Jondreville et son ami Sébastien Nouchet ont décidé d'y résider et de quitter Salon de Provence pour des raisons professionnelles. Tout se passe pour le mieux jusqu'à ce 31 octobre 2001, où Sébastien, est roué de coups par deux individus qui veulent lui voler sa voiture. Ses agresseurs sont identifiés et l'un des deux est condamné. C'est alors que commence un acharnement sans limites contre le couple.

Leurs agresseurs passent des insultes homophobes aux agressions physiques : coup de cutter au visage, des hommes encagoulés qui s'introduisent chez Sébastien pendant que Patrice est parti travailler et tentent de l'étrangler. A chaque fois des plaintes sont déposées et à chaque fois des représailles s'en suivent. Le couple accepte même de tenir tête à leurs agresseurs à chaque procès.

Début 2004, Patrice reçoit même des menaces de mort sur son portable. « Comment ont-ils pu avoir mon numéro ? » se demande Patrice. Personne ne le sait. Ce qui s'est déroulé après témoigne de la gravité des faits. Le 14 janvier 2004, Sébastien Nouchet est aspergé d'essence et brûlé vif alors qu'il est dans son jardin. C'est un voisin alerté par ses cris, qui viendra éteindre les flammes. Le jeune homme est plongé dans un coma artificiel pour atténuer sa douleur. Aujourd'hui, il vient d'en sortir et communique par battements de paupières. Son ami avoue être très inquiet quant à leur avenir. Sébastien retrouvera-t-il une mobilité – il était déjà invalide avant le drame - ? Sébastien et Patrice pourront-ils de nouveau vivre sereinement, à l'abris de cette haine homophobe qui les a poursuivie deux ans durant malgré la justice ? Dans l'immédiat, il est impossible de répondre à leurs interrogations.

Des médias silencieux.

Encore aujourd'hui, plus d'un mois après les faits, beaucoup ignorent encore ce drame. C'est tout à fait logique vue la couverture médiatique dont a bénéficié l'événement : ce n'est que seulement trois jours après les faits, que La voix du nord traite du drame. Le 27 janvier, l'Express est le premier média national a énoncer les faits. Ce n'est que le 28 janvier que l'AFP (Agence France Presse) relaie l'information. Le Monde et La Croix y consacreront un article, puis plus tard un éditorial. TF1 n'en parlera que le 10 février dans son édition du 20:00, juste après avoir parlé de l'affaire Dutroux (habile transition !!).

Quelques notions pour expliquer l'homophobie et la lesbophobie.

Il est aujourd'hui évident que la violence homophobe a atteint un stade critique car, du « les pédés au bûcher », scandé dans des manifs Anti-PACS, aujourd'hui les actes ont succédé aux paroles. Cependant, ce drame ne nous surprend malheureusement pas puisque selon l'observatoire de SOS HOMOPHOBIE, le nombre des agressions physiques sur personnes homosexuelles, transsexuelles, bisexuelles ou lesbiennes est en pleine recrudescence en France.

Selon le juriste Daniel Borillo, auteur d'un excellent Q*ue sais-je* sur l'homophobie, l'homophobie masculine ne touche pas uniquement les homosexuels, mais aussi les hétérosexuels efféminés ou les femmes masculines (« garçon manqué »). Sont insultés de « pédés », de « tarlouzes » tous ceux dont la sensibilité diverge de ce que la norme semble exiger des hommes : « un homme ne doit pas pleurer », « un homme doit se battre », « un homme (un vrai) ne doit surtout pas aimer la danse ou toute autre activité du même type qui sont réservées aux femmes ». Que fait-on lorsque un gamin, à peine âgé d'une dizaine d'années déclare à une personne (ma mère) qu'il ne connaît pas, en la croisant dans un supermarché « les tortues ninja ? c'est normal que tu ne connaisses pas, c'est pas un truc de chochotte !! ».

De plus, certains hommes ne supportent pas les personnes qui en aiment d'autres du même sexe, puisque celles-ci ne participent pas à la reproduction de l'espèce

Cette survie de l'espèce dont le capitalisme et l'économie de marché est le premier bénéficiaire.

Les causes de cette homophobie

On pourrait se demander si cette violence et cette haine, que certains transmettent à leurs enfants, ne vient pas du fait, que réaffirmer leur virilité est l'ultime façon pour eux d'exister dans cette société à bout de souffle, qui n'engendre que la misère, intellectuelle et culturelle et qui encourage le communautarisme.

Ce n'est pas un hasard si, face à l'agression de Sébastien Nouchet, l'Elysée a mis près d'un mois avant de réagir et si aucune loi n'est prévue contre les agressions homophobes (voir plus bas). Ce n'est pas un hasard si le gouvernement a fait voté une loi sur le foulard, injuste, raciste, discriminatoire et liberticide envers l'ensemble de la communauté musulmane. Ce n'est enfin pas un hasard, si les médias n'ont cessé de parler de Dieudonné et de son « dérapage » à la télévision. Comme l'a dit à juste titre Christine Delphy lors du meeting du Collectif une école pour tou-t-es : « le premier mal de ce pays, après le sexisme c'est le racisme ! », en effet et on pourrait d'ailleurs y ajouter : « le premier mal de ce pays après le sexisme et le racisme, c'est l'homophobie ! ».

Le terme « homophobie » n'a été ajouté au Petit Robert qu'en 1999 et à la minute où je tape ce texte le correcteur Microsoft Word ne le reconnaît toujours pas.

Une loi en préparation

La loi actuellement prévue par le gouvernement pour « lutter contre l'homophobie » est une loi qui envisagerait de pénaliser les propos homophobes sans pour autant leurs donner le même statut que les propos racistes ou antisémites. En effet, il serait considéré par la loi « plus grave » de commettre un crime raciste que homophobe. Nous ne pouvons pas accepter une fois de plus une loi au rabais. En effet, cela nous encrerait une fois de plus dans la différence. Cela légitimerait les propos homophobes puisque la loi considéraient ceux-ci comme inférieurement graves aux propos racistes. Nous exigeons donc, qu'une vraie loi soit votée, une loi qui pénaliserait les propos homophobes au même titre que les propos racistes. Nous exigeons aussi, que soit ajoutée à la déclaration des droits de l'homme et du citoyen « les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits quelque soit leur orientation sexuelle et leur genre » pour que soit effectué autour de ce cadre, un vrai travail pour lutter contre l'homophobie, la lesbophobie et la transphobie.

Participer à des combats féministes est d'une importance capitale. Nous nous devons donc de faire évoluer les mentalités même si nous savons pertinemment que de tels comportements ne pourront vraiment disparaître qu'après une vraie révolution socialiste. C'est la misère qui engendre de telles réactions.

Pauline, [Drancy]

Bibliographie :

Daniel Borillo L'homophobie (Que sais-je ?)
Têtu (n°87)
Rapport SOS HOMOPHOBIE 2003

Sites Internet :
www.actupp.org
www.lmsi.net
www.sos-homophobie.org

L'idéologie des winners et le marché de l' éducation

Quand on est étudiant ou qu'on s'apprête à le devenir, février – mars est la période du réveil ; on commence à penser à l'été et aux vacances qu'on aimerait bien s'offrir, à l'année prochaine et à l'avenir incertain qu'elle signifie : trouver un job, décider de son orientation universitaire, anticiper sur la galère financière qu'on aimerait enfin pouvoir éviter. Pour certains il faudrait se mettre sérieusement à bachoter, « parce que sans le bac on fait rien » merci papa-maman de la précision, pour d'autres les concours arrivent à grands pas et comme un couperet lorsqu'ils s'accompagnent de réductions de postes drastiques.

Pourtant, cette période d'inquiétude propre au si gentiment nommé « malaise » des jeunes face à leur avenir, voit émerger des gens prêts à nous aider, à nous offrir des solutions en nous ouvrant des voies comme ils disent; des voies crédibles, cette fois, et réalistes (car soyons réalistes les études non rentables n'offrent pas de débouchés !). Il s'agit de ceux qui s'imiscent dans nos boîtes à lettres pour nous apporter la bonne nouvelle : « eh ! n'ayez crainte, affirment-ils, si la précarité s'étend vous renvoyant de CDD en CDD et vous présente la perspective infâmante d'être un « bon à rien », si jamais vous refusez un emploi, et le risque d'être bientôt enrôlé dans le RMA; si le mythe de l'université-pour-tous s'effondre pour laisser place à l'édification d'un système de mise en concurrence, offrant pour beaucoup comme seule possibilité les universités-poubelles où vous ne pourrez plus étudier ce qui vous intéresse (rentabilité oblige, là encore !) ; bref si vous êtes désespérés et que les lendemains ne vous semblent pas près de chanter, alors écoutez: nous sommes le progrès, nous allons vous faire gagner plus que des millions; l'insertion dans le monde des winners, ceux qui savent où est leur intérêt et apprennent à le défendre jusqu'au bout; avec nous finies les matières inutiles, l'ère du business s'ouvre à vous : le Dieu Argent veille, gloire à lui ! »

De tels apôtres se nomment Ecoles de Commerce, ils se manifestent par de belles plaquettes en papier glacé présentant leur « offre de formation » : management, gestion, entreprise, finance, marketing, performance et expertise sont leurs dogmes. Ces écoles ciblent de plus en plus des publics très spécialisés, notamment les « bac +4, +5 » ; ces gens, dont, sans le dire, on estime qu'ils n'ont aucun débouché dans leur branche, puisque le gouvernement s'emploie à supprimer des postes, à fermer des filières dans l'enseignement, à réduire le budget de la Recherche. Alors, on propose par exemple des mastères d' « application » parce qu'un littéraire qui sait écrire peut bien rédiger des manuels de vente, ou assurer la vitrine communicationnelle d'une entreprise. Il y a foison de mastères en tous genres dans ces « schools » à l'américaine ; citons deux sortes de mastères particuliers : le mastère spécialisé (MS) qui se fait en un an et se veut « le partenaire privilégié de l'entreprise », et le MBA (pas besoin de traduire on parle « english » entre nous !), prétendu « nec plus ultra » qui opère une très forte sélection et se pose, pour les cadres en panne de Win, comme un « accélérateur de carrière ». Trois « labels » reconnaissent ce genre de mastères et les « accréditent » sur la scène de la concurrence internationale (EQUIS, AACB, AMBA) ; c'est à partir de 1997 que les écoles françaises ont commencé à être ainsi labellisées. L'intérêt c'est que ces labels sont autonomes par rapport à l'Etat et aux exigences qu'il pourrait avoir ; par conséquent les bourses ne sont pas attribuées à qui étudie dans ces écoles, et surtout les frais d'inscription, librement fixés, y sont faramineux _ car quoi, vous croyiez pouvoir honorer le dieu Argent, sans rien cracher ?! De 5000 euros, pour les plus altruistes (ou les plus pauvres) à 15000 euros, et encore c'est honnête, il faut considérer cela comme un « investissement », (et puis on a des banques affiliées, susceptibles de vous prêter de l'argent) ; le mastère MBA quant à lui demande de 10000 à 85000 euros ; tout ça « parce que je le vaux bien », quand même ! Surtout si mes parents financent.

Ces petits exemples savoureux révèlent à quel point l'intérêt qui est ici visé est tout sauf celui des étudiants ; ces grosses boîtes, qui bien souvent offrent un enseignement bidon, ont compris que l'éducation est un marché juteux et que la détresse des jeunes peut leur procurer une oreille attentive. Le gouvernement actuel qui ne manque aucune occasion d'accompagner ce mouvement de libéralisation est en train de vendre le système scolaire à ces charognards en rut de profit. Il risque dès lors de sacrifier une, voire plusieurs générations, en leur supprimant le droit à une culture digne de ce nom et la possibilité de penser la politique autrement que comme « un management de la sphère publique » donc de les dépolitiser un peu plus. Si c'est là l'intérêt des classes dirigeantes, ce n'est pas le nôtre ; à nous de le montrer, à nous de montrer quelle société nous voulons.

Flore, [Sorbonne]



8 mars : journée internationale des droits des femmes

La journée internationale de défense des droits des femmes existe depuis presque un siècle.

L'idée a été lancée en 1910 par Clara Zetkin lors de la conférence des femmes socialistes de Copenhague et la date du 8 mars a été retenue en souvenir de la manifestation des ouvrière du textile de Saint Pétersbourg en 1917. Cette journée a été le premier jour de la Révolution Russe. C'est Lénine lui même qui déclara le 8 mars comme journée internationale de défense des droits des femmes en hommage à ces ouvrières.

Même si depuis le début du siècle nous avons obtenu quelques victoires, l'égalité est loin d'être gagnée. Et nos droits sont chaque jour remis en cause. Le gouvernement Jospin a rétabli le travail de nuit des femmes. Nous gagnons 12% de moins à travail égal et qualifications égales. L'avortement est remis en cause même si l'amendement Garraud n'est pas passé. Les violences sont loin de diminuer. Des jeunes filles vont se faire exclure des écoles parce qu'elles portent le voile.

La journée de 8 mars reste une journée importante parce qu'elle représente la lutte des femmes au niveau internationale pour défendre leurs droits et en gagner de nouveaux. Cette année, la manifestation (qui a eu lieu le 6 mars) était une mobilisation contre les attaques du gouvernement sur les travailleurs et les travailleuses. Le même jour les chômeurs devaient aussi être dans la rue et rejoindre la manif des femmes.

Francine, [Nanterre]

A bas les pubs sexistes !

La pieuvre publicitaire a aujourd'hui un impact énorme sur notre façon de voir la femme et les rapports entre les sexes. A chaque coin de rue, à la télé ou dans les magazines, elle délivre un message en un clin d'œil, un slogan, une image, une scène répétés inlassablement. On considère aujourd'hui qu'un occidental regarde plus de 2500 publicités par jour ! Plus que n'importe quoi d'autres, la pub est donc un haut lieu de diffusion de préjugés, de croyances sexistes.

Rétrograde, la pub ? Simplement en retard de quelques siècles ou en avance sur le programme du Front National. La pub ne respecte la femme que quand elle est en cloque (on ne respecte jamais assez celle qui donne la vie), le reste du temps, il la lie, la fouette, et la fait passer à la casserole. Loin d'avoir intégré le fait que la femme n'est pas née avec un balai dans la main, les pubs sont encore remplis de femmes au foyer heureuses de servir leur mari et leurs enfants, partant à l'aventure chasser les microbes dans la cuvette des chiottes.

Un homme qui fait le ménage, ça existe bien sûr, mais quand l'homme, le vrai, s'y met, il arrive à laver la vaisselle de tout un village de femmes qui viennent consulter l'oracle masculin. Quand une femme fait le ménage, l'homme peut aussi être là pour expliquer scientifiquement comment marche le produit à la main d'œuvre féminine. Bref, aux hommes l'intelligence. Aux femmes le balai. Sinon, il reste toujours le cul.

Qui pourrait croire qu'une femme, puisse réussir grâce à son intelligence, comme un homme ? Pour que son banquier fasse un prêt, pour trouver du travail, c'est le décolleté ou le volume des cheveux qui importe. Voilà pour la femme qui n'aura pas compris que son destin, c'est de se faire entretenir. Dans les pubs de parfum ou de bijoux, le mannequin adopte systématiquement une attitude passive sous-entendant : si tu me veux, achète moi (le produit). Dans la pub, il y a les femmes qu'on baise et celles qu'on exploite.

L'obsession de la minceur et du paraître poussent les femmes à la frustration permanente et aux troubles alimentaires. D'après une étude britannique, les modèles et les actrices dans les médias ont généralement 10 à 15% de tissu graisseux, tandis que la moyenne des femmes en bonne santé en ont de 22 à 26%. Il s'agit de matraquer à longueur de jambes épilées (dans la joie et sans douleur), de fesses et de seins que la beauté, ça se mérite, que la petite tranche de gâteau qui vous tente risque de vous ruiner des années de sacrifice, mieux vaut continuer à boire de l'eau, partenaire minceur. L'industrie de la minceur et des cosmétiques, c'est 53 milliards de revenus annuels, une femme ne sera donc jamais assez belle et mince.

Réduite à une partie de corps dans les pubs pour sous-vêtements, utilisée pour vendre du yaourt, ou un téléphone portable, objet (le plus nue possible) de décoration, voir assimilée à l'objet vendu, comme dans les pubs où une bagnole est comparée à une femme. Le corps de la femme est objet, en achetant le produit, c'est tout une tension sexuelle qui est mise en branle, avec de plus en plus des références plus ou moins explicites à des scènes et des images porno, sado-maso, voir de violences conjugales. Et si la journée internationale de la femme devenait une journée de boycott de la publicité sexiste ?

Thomas, [Dunkerque]

La précarité touche avant tout les femmes !

A l'heure de la mondialisation libérale et de son lot de déréglementations, la précarité au travail ne cesse de croître : chômage, C.D.D., intérim, temps partiel ou encore insécurité d'emploi sont monnaie courante. La précarité permet de faire pression sur les salariéEs en les présentant comme des privilégiéEs qui ne se rendent pas compte que beaucoup seraient contentEs d'être à leur place. Il s'agit de nous culpabiliser tout en nous faisant comprendre que des centaines voire des milliers de personnes sont prêtes à prendre notre place! Elle permet également de gérer la main-d'oeuvre au jour le jour, en fonction des besoins de l'entreprise. Cette précarité se double d'une précarité des conditions de vie : difficultés pour se nourrir, se loger...

Les femmes sont beaucoup plus touchées que les hommes par la précarité.

En effet, pour ce qui est du travail, 10,6% des femmes sont au chômage (contre 8,6% des hommes), leur retraite est de 42% inférieure à celle des hommes et leurs salaires (en Europe) ne représentent, en moyenne, que 75% de ceux des hommes, de plus les femmes sont généralement exclues des emplois les mieux rémunérés alors qu'elles sont souvent plus qualifiées que les hommes. En France, 29,1% des femmes travaillent à temps partiel contre 5,1% des hommes, 60% des bénéficaires de contrats aidés en secteur non marchand (qui offrent peu de perspective d'insertion) sont féminins et les femmes représentent 57% des employéEs en C.D.D.

Comme si cela ne suffisait pas, le gouvernement a voulu supprimer l'allocation parent isolé (1280 €), qui est essentiellement percue par des femmes et la contre-réforme Fillon diminue drastiquement la retraite des femmes, notamment lorsqu'elles ont arrêté de travailler pour s'occuper de leur(s) enfant(s) (ce sont essentiellement des femmes qui le font), retraite encore plus misérable pour les veuves qui n'ont jamais travaillé et qui avaient un mari peu fortuné.

La précarité féminine se manifeste également par une dépendance vis-à-vis des conjoints (surtout pour les femmes au foyer), qui les empêchent de le quitter quand bon leur semble sous peine de se retrouver à la rue, ce qui contraint bon nombre de femmes à subir les Violences verbales voire physiques, lorsque ceux-ci leur en infligent (en France, 2 millions de femmes sont victimes de violences physiques, 72 en sont mortes en 2003 et la plupart de ces violences ont lieu au foyer) et une grande pauvreté. En effet, en Union Européenne, dans neuf familles monoparentales sur dix, c'est une femme qui est la personne de référence, or une famille monoparentale sur quatre est pauvre. Ces femmes, que leur conjoint ont souvent « laissé tomber », ne perçoivent pas toujours de pension de celui-ci, ce qui les contraint, lorsqu'elles ne possèdaient pas d'emploi avant la séparation, à accepter n'importe quel boulot. Cette précarité va jusqu'à contraindre des femmes à se prostituer.

La plus grande précarité des femmes n'a rien d'un hasard.

Elle est à relier au patriarcat. Le patriarcat stipule que les femmes n'existent que comme mères, que leur unique rôle dans la société est un rôle reproducteur tandis que les hommes possèdent le pouvoir et dominent les femmes car ils sont naturellement supérieurs. Il ne suffit pas pour les femmes d'enfanter, il leur faut également s'occuper des enfants. Les femmes ne doivent pas faire autre chose que de s'occupper de leurs nombreux enfants, nombreux car il faut repeupler la patrie, décimée notamment par les guerres mais ce travail domestique n'est pas reconnu socialement car il n'est destiné qu'à satisfaire les besoins de la famille. Cette idéologie a été reprise à son compte par la bourgeoisie (le patronat). En effet, il est avantageux pour elle que les femmes s'occupent gracieusement des enfants et du mari qui rentre exténué du travail. Aussi, les travailleurs (masculins) comme la bourgeoisie y trouvent-ils leur compte dans l'idéologie patriarcale. Cependant, pour la bourgeoisie, il est préférable que les femmes travaillent. En effet, en présentant leur travail comme source de revenu complémentaire au salaire du mari, il est aisé de justifier la précarité de leur travail et l'infériorité de leur salaire. Les femmes sont donc devenues une main-d'oeuvre bon marché. Les femmes y ont trouvé leur intérêt en ce sens que cela leur a permis de rompre l'isolement du foyer mais de retour à la maison, il leur faut toujours assurer 80% des tâches domestiques... Le problème pour la bourgeoisie c'est que pour que les femmes puissent travailler, il faut développer des structures de garde des enfants (crêches...) et cela coûte cher! Aussi, dès que l'économie va mal, comme c'est le cas aujourd'hui, le travail salarié des femmes est remis en cause et l'idée selon laquelle les mères doivent rester au foyer pour s'occuper des enfants resurgit -d'autant plus quelles accumulent les congés maternités et ne pensent qu'à leur foyer, comment voulez-vous faire fonctionner une entreprise avec des gens comme ça ! Cette idée est soutenue par bon nombre d'hommes car les femmes sont alors présentées comme des concurrentes sur le « marché du travail », qui seraient une des causes du chômage de masse, de plus le manque de crêches oblige l'emploi de moyens de garde privés (nourrice...) coûteux, ce qui amoindrit le bénéfice apporté par un un salaire supplémentaire. Ajoutez à cela une allocation de parent au foyer et vous trouverez cela normal que bobonne ne s'occupe que du foyer. C'est cette logique qui conduit, par exemple, à nier que le temps partiel est toujours imposé. En effet, si le travail à temps partiel est si élevé chez les femmes, c'est qu'il est considéré comme normal que ce soit elles qui s'occupent du foyer et que la durée du travail à temps plein laisse peu de temps à cet effet.



De plus, la productivité des temps partiels est la plus élevée, ce qui signifie que le travail effectué en temps partiel est proche de celui effectué à temps plein, avec un salaire inférieur, ce qui avantage le patronat, pas les salariées.

Et si on baissait la durée du temps de travail pour tout le monde?

Une réduction importante du temps de travail (moins de 32h hebdomadaires), sans baisse de salaire et sans précarité, permettrait à tout le monde d'avoir plus de temps libre et permettrait également de réduire, voire de supprimer le chômage. Cependant cette baisse de travail ne peut se faire qu'en affrontant les capitalistes, qui préfèrent nous faire travailler plus et nous payer moins.

Cette baisse du temps de travail doit s'accompagner d'un changement des mentalités, afin que le travail des femmes ne soit plus différenciable du travail des hommes et ne soit plus un complément à celui-ci. Afin également que les femmes ne soient plus considérées comme d'éternelles mineures, que les tâches domestiques soient autant effectuées par les hommes que par les femmes.

Enfin, cela nécessite le développement et la création de crêches, écoles maternelles (mot sexiste !), de centres de loisir (etc...), ainsi que d'une structure d'acceuil pour les femmes victimes de violences.

Les luttes féministes ont déjà permis une certaine évolution des mentalités, continuons dans cette voie et ne soyons pas féministes que le 8 mars!

Dorian, [Jussieu]

La Commune de Paris : Quand les travailleurs ont pris le pouvoir

Il y a eu un bon nombre de révolutions dans l'Histoire, mais peu d'entre elles ont été dirigées par et pour les opprimés, les travailleurs, les femmes… : par et pour la majorité de la population. La Commune de Paris fait partie de ces révolutions. Elle est une de ces périodes historiques où le monde est enfin transformé en profondeur, où ce qui semblait « utopique » à certains est enfin mis en pratique, et où ça fonctionne ! C'est un de ces moments où l'Histoire avance plus en quelques semaines que d'habitude en de nombreuses années. Bref, la Commune a beaucoup à nous apprendre, à nous qui voulons changer le monde.

Tout d'abord, un rapide rappel du contexte.

En Juillet 1870, la guerre est déclarée à la Prusse par Napoléon III, qui dirige alors l'Empire (la France). C'est une guerre de conquête, dans l'intérêt des dominants, une guerre dont les premières victimes sont les travailleurs français et prussiens (allemands). La Prusse a vite le dessus et commence à envahir la France. Affaibli par cette défaite, Napoléon est alors balayé, et la République est proclamée le 4 Septembre. Mais les troupes prussiennes sont aux portes de Paris. Pour se défendre, la population parisienne s'arme et rentre dans la garde nationale, dont la composition devient alors très majoritairement ouvrière. Malgré cela, Paris affamé finit par capituler le 28 janvier 1871, et la guerre se termine. Pourtant, les troupes prussiennes n'osent même pas rentrer dans Paris, tellement les ouvriers armés leur font peur.

Mais la guerre militaire ne fait que masquer la guerre sociale : mettant de côté leurs rivalités avec la Prusse, Thiers et les bourgeois qui dirigent la République se rendent brusquement compte que ce qui les menace le plus, ce ne sont pas les troupes d'occupation, mais les ouvriers parisiens armés ! Et ils essayent donc de les désarmer … Mais les soldats envoyés pour voler les armes de Paris fraternisent avec le peuple, se retournant contre leurs propres officiers ! Paris résiste alors au gouvernement bourgeois, et lui oppose le gouvernement des ouvriers, en déclarant, le 28 Mars, la Commune de Paris.

Quand la majorité décide vraiment, les choses changent !

En déclarant la Commune, les ouvriers parisiens n'ont pas fait que changer le nom du régime. Ils ont véritablement pris le pouvoir, en l'arrachant à la bourgeoisie ; et ils ont transformé ce pouvoir selon les besoins de la majorité, faisant enfin du mot « démocratie » une réalité.

Ainsi, le Comité central de la Commune, dans son manifeste du 18 Mars, écrit que : « L*es prolétaires de la capitale, au milieu des défaillances et des trahisons des classes gouvernantes, ont compris que l'heure était arrivée pour eux de sauver la situation en prenant en main la direction des affaires publiques… Le prolétariat… a compris qu'il était de son devoir impérieux et de son droit absolu de prendre en main ses destinées, et d'en assurer le triomphe en s'emparant du pouvoir* ».

L'heure était donc enfin venue pour la satisfaction des revendications populaires, pour l'expression des besoins de la majorité ; et il suffit de se pencher sur les premières mesures de la Commune pour constater que les besoins sociaux des ouvriers n'ont rien à voir avec ceux des patrons

Ainsi, dès le 2è jour de la Commune, la conscription et l'armée permanente sont supprimées, et remplacées par la garde nationale, c'est-à-dire l'armement de tous les citoyens valides. Cette mesure est d'une importance extrême : l'armée hiérarchique, obéissant aux puissants au doigt et à l'œil, toujours prête à réprimer dans le sang les mouvements sociaux (ex. : l'écrasement sanglant des mobilisations ouvrières en 1848), est démolie et, à la place, c'est le peuple en arme qui assure sa propre protection contre les bourgeois !

Après les bourgeois, il faut se protégerer contre les arrivistes, les opportunistes, les bureaucrates… : la Commune soumet tous les postes de l'administration, de la justice et de l'enseignement au choix de la population, par élection au suffrage universel, et instaure la révocabilité des élus par la base à tout moment. Dans le même but, elle instaure un salaire égal pour tous ces postes, du plus bas au plus élevé : un salaire égal au salaire moyen d'un ouvrier.

Le principe qui guide ces mesures est celui du gouvernement par le peuple: « les hommes qui vous suivront le mieux sont ceux que vous choisirez parmi vous, vivant de votre vie, souffrant des mêmes maux ».

La Commune publie tous ses actes et ses paroles, pour permettre à tous d'être au courant des décisions prises, et de les contrôler.

Elle confirme dans leurs fonctions les étrangers élus de la Commune, car « le drapeau de la Commune est celui de la République universelle ». Ainsi, son ministre du Travail est un ouvrier allemand !

La Commune proclame, pour la première fois, l'égalité des salaires entre les hommes et les femmes.

Le 6 Avril, la guillotine est brûlée publiquement, au milieu de la joie populaire.

Se donnant comme but la libération des oppressions, la Commune procède à la séparation de l'Eglise et de l'Etat, à la destruction du pouvoir des prêtres : dissolution et expropriation des Eglises.

Dans le même esprit de libération idéologique, elle ouvre gratuitement au peuple tous les établissements d'enseignement, en les débarrassant de toute ingérence de l'Eglise et de l'Etat : l'éducation pour tous, sans bourrage de crâne bourgeois ou religieux.

Enfin, elle commence à mettre en place des mesures sur le travail : elle abolit le travail de nuit pour les apprentis boulangers, elle interdit la réduction du salaire des travailleurs par les patrons, qui prélevaient des amendes pour des raisons bidons, elle organise la réquisition par les travailleurs de tous les ateliers et usines qui avaient fermé…



Il serait trop long de faire la liste de toutes les mesures prises par la Commune, et il suffit de ces quelques unes pour se rendre compte que les opprimés, les travailleurs, les femmes… une fois au pouvoir, arrivent très bien à mettre en place un véritable gouvernement du peuple, un gouvernement juste, égalitaire et démocratique.

On voit avec ces exemples à quel point il est possible de mettre un coup d'arrêt à la dictature des patrons, et de réorganiser démocratiquement la société, en seulement quelques jours ! Il suffit presque d'une chose : la confiance des opprimés en leurs propres forces !

La défaite de la Commune : bilan sanglant d'une gigantesque avancée historique



Face à cette avalanche de mesures révolutionnaires, la bourgeoisie française et son Etat, la République de Thiers, ne restent pas insensibles, bien au contraire : ils organisent la lutte armée contre Paris et les communards dès la fin Mars.

La bourgeoisie française a vite compris que les ouvriers armés la menacent bien plus que les troupes prussiennes ; et c'est donc sans le moindre problème qu'elle avance main dans la main avec la Prusse contre Paris révolutionnaire : Bismarck aide à la reformation de l'armée française battue, que Thiers veut lancer contre la classe ouvrière parisienne. C'est donc 200 000 hommes, armés et soutenus par deux grandes puissances, qui reprennent les armes contre les 40 000 gardes nationaux des communards, dont la seule arme est un soutien populaire indéfectible. Cette armée réactionnaire est basée à Versailles, où elle exécute tous les prisonniers qu'elle fait dans les rangs des travailleurs.

Paris est bombardé et les troupes gouvernementales finissent par y rentrer le 21 Mai. Commence alors une lutte quartier par quartier, maison par maison, barricade par barricade ; une lutte dans laquelle l'héroïsme des opprimés n'a d'égal que la cruauté des Versaillais. Malgré le soutien populaire, la dernière barricade tombe le 28 Mai. Les jours suivants, la Seine est rouge du sang des exécutions sommaires : en quelques jours, on compte près de 30 000 morts dans les rangs populaires, auxquels s'ajoutent les 38 000 prisonniers entassés à Versailles, qui seront soit exécutés, soit déportés en Guyane et Nouvelle Calédonie.

Malgré cette défaite sanglante, la Commune est restée dans l'Histoire du mouvement ouvrier international comme une gigantesque avancée. Et cela pour plusieurs raisons.

Tout d'abord, parce ce que c'est le premier exemple que l'on ait de gouvernement de la classe ouvrière, chassant les bourgeois de l'exercice effectif du pouvoir, et se protégeant contre leur retour en remplaçant l'armée permanente aux ordres des puissants par le peuple en arme.

Ensuite, et c'est la conséquence de ce qui précède, parce que la Commune a mis en place des mesures sans précédent de démocratisation de ce pouvoir, soumettant vraiment les élus à la base, et leur enlevant tout privilège.

Enfin, parce qu'elle a posé les bases d'un renversement révolutionnaire de cette société, pourrie par le profit et les inégalités ; une société qui n'a pas fondamentalement changé sur ces deux aspects depuis 1870.

Mais la Commune a eu des limites : le reste du pays était majoritairement paysan et le soulèvement n'a donc pas pu s'étendre ; il n'y avait pas de parti révolutionnaire pour structurer les travailleurs et leur donner une direction politique plus efficace.

La Commune a aussi commis des erreurs, comme de ne pas réquisitionner l'argent de la Banque de France, ou comme d'être trop clémente avec ses ennemis, en les relâchant systématiquement, quand eux exécutaient leurs prisonniers…

A nous donc de nous inspirer de l'exemple héroïque de la Commune, en sachant nous approprier ses avancées, et corriger ses erreurs, afin de renverser la dictature de nos propres patrons et de nos propres gouvernants.

H'ayim, [Nanterre]

n° 43

révolution

rage

égalité

JCR

Jeunesses communistes révolutionnaires

démocratie

mars 2004

1€



Irak, Côte d'Ivoire, Palestine, Tchétchénie

20 mars Manifestation internationale

Contre toutes les occupations